

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1549

[S - C - 98/27359]

30 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 27 et 28;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant les intentions du Gouvernement, traduites dans un projet de décret modifiant le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne qui institue un régime de prélèvement-sanction auquel les communes ne pourront échapper que par la mise en place des actions de prévention et de collecte sélective des déchets et que ces actions doivent être planifiées dès à présent;

Considérant qu'il est nécessaire que les communes puissent dès à présent organiser et planifier les moyens leur permettant de rencontrer les conditions d'exonération;

Considérant que le présent arrêté prévoit précisément un système de subventions pour des actions de communication et de collectes sélectives des déchets, dispositif d'accompagnement indispensable au régime de prélèvement-sanction susvisé;

Considérant que le décret du 16 janvier 1997 portant approbation de l'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages prévoit des amendes administratives pour les secteurs industriels qui n'atteindraient pas les taux de recyclage pour notamment les déchets d'emballages en papier et cartons;

Considérant que le présent arrêté, afin d'organiser la collecte des déchets de papiers-cartons, permet aux communes de mettre en place le ramassage en porte à porte de l'ensemble des déchets de papiers-cartons sans pour autant être pénalisées par une charge supplémentaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° déchets : les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et les déchets visés aux rubriques 200201, 200302, 200303 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets et les déchets hospitaliers et de soins de santé de classe A et B1, provenant éventuellement d'unités de prétraitement, tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé, qui sont pris en charge par une commune ou une association de communes.

2° installation de gestion des déchets : parc à conteneurs, centre de transferts, centre de tri-broyage, centre de valorisation des déchets organiques fermentescibles, centre de valorisation des mâchefers ou installation d'incinération avec valorisation énergétique.

3° Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon ayant la politique des déchets dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Des subventions relatives aux installations de gestion de déchets

Section Ire. — Des bénéficiaires, de l'objet des subventions et des obligations

Sous-section Ire. — Des bénéficiaires des subventions

Art. 2. Seules les communes et associations de communes en charge notamment de la gestion des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages peuvent bénéficier des subventions faisant l'objet du présent chapitre.

Sous-section 2. — De l'objet des subventions

Art. 3. Peuvent faire l'objet d'une subvention :

1° la construction, l'agrandissement, la transformation, l'aménagement et le renouvellement d'installations de gestion de déchets, en ce compris :

a) le matériel de gestion, de manutention et de stockage des déchets;

b) les équipements de contrôle, protection et surveillance environnementales des installations en ce compris le système informatique de transmission des informations à la Région;

c) l'établissement de zones de stockage de déchets avant leur traitement ou le stockage des refus de l'unité de traitement;

d) tout ou partie de l'aménagement des abords et des voies d'accès privées des installations subventionnées;

2° les études géotechniques nécessaires à l'exécution de travaux subventionnables mentionnés sous le 1° et les frais d'exécution d'essais, à condition d'avoir été autorisés au préalable par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, sur avis de l'Office wallon des Déchets;

3° l'acquisition d'immeubles nécessaires à l'exécution de travaux subventionnables mentionnés sous le 1°.

Art. 4. Ne peuvent faire l'objet d'une subvention :

- 1° les biens sur lesquels le pouvoir subordonné ne dispose pas d'un droit de propriété, de superficie ou d'emphytéose;
- 2° les véhicules de collecte et de transport de déchets;
- 3° les voies d'accès publiques extérieures au site d'exploitation;
- 4° toute dépense liée aux frais d'établissement, d'exploitation et de remise en état des centres d'enfouissement technique;
- 5° le démantèlement des biens subventionnés;
- 6° les équipements de transport de l'énergie produite au-delà de la limite de la propriété de l'utilisateur.

Art. 5. Peuvent en outre faire l'objet d'une subvention, les frais d'études de projets pilotes visant la mise en application des objectifs et recommandations prévus dans le Plan wallon des déchets et, le cas échéant, le matériel nécessaire à la réalisation de ceux-ci. Ces projets pilotes se limitent :

- 1° à de espaces propriétés ou des nouvelles méthodes de collecte des déchets en porte à porte réalisées sur le territoire d'une ou plusieurs communes;
- 2° à de nouvelles installations de traitement ou à de nouvelles techniques destinées à moderniser les infrastructures existantes.

Par dérogation à l'article 4, 2°, l'installation de nouveaux équipements technologiques dans des véhicules de collecte peut être subventionnée dans les conditions du présent article.

Art. 6. Aucune nouvelle subvention ne peut être accordée pour le renouvellement d'installations subventionnées et ce durant toute la période d'amortissement de la partie non subventionnée de ces installations.

Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, la décision qui accorde une subvention fixe le taux et la durée de l'amortissement. Cette durée est d'au moins :

- 1° 20 ans pour le génie civil;
- 2° 15 ans pour l'électromécanique;
- 3° 5 ans pour le matériel roulant;

Sous-section 3. — Des obligations

Art. 7. L'octroi de la subvention est subordonné à l'obtention préalable de toutes les autorisations requises.

Art. 8. Pour bénéficier d'une subvention, la commune ou l'association de communes doit explicitement s'engager à :

- 1° alimenter prioritairement l'installation subventionnée avec les déchets visés par le présent arrêté;
- 2° lorsque les circonstances l'exigent, accepter aux conditions financières applicables aux usagers habituels de l'installation, les déchets visés par le présent arrêté et provenant de communes ou d'associations de communes;
- 3° constituer des provisions pour grosses réparations sur le total de l'investissement à concurrence d'au moins :
 - a) 0,5 % pour le génie civil;
 - b) 2 % pour l'électromécanique;
 - c) 5 % pour le matériel roulant;
- 4° transmettre trimestriellement à l'Office, au moyen du système informatique choisi par lui, les informations permettant d'apprécier l'évolution de la réalisation du Plan wallon des déchets et notamment les informations relatives à la collecte, à la valorisation et l'élimination des déchets;
- 5° réclamer à la personne soumise à une obligation de reprise de déchets un prix tenant compte des investissements liés à leur gestion dans l'installation subventionnée, et ristourner annuellement à la Région la partie de ce prix qui correspond à sa participation dans l'investissement total de l'installation;
- 6° communiquer au Ministre ayant la politique des déchets dans ses attributions ou au Ministre ayant les affaires intérieures dans ses attributions et à leur première demande, tout renseignement de quelque nature qu'il soit, concernant les biens subventionnés et leur gestion;
- 7° en outre, lorsque la subvention a pour objet l'acquisition d'un immeuble :
 - a) ne pas modifier la destination de l'immeuble sans l'autorisation du Ministre;
 - b) en cas d'aliénation totale ou partielle de l'immeuble subventionné avant son amortissement, rembourser le montant de la subvention, majoré de 60 % de la plus-value éventuellement réalisée.

Section 2. — Du montant des subventions

Sous-section 1re. — De la base de calcul de la subvention

Art. 9. La subvention est calculée en fonction du coût de l'objet des subventions tel que défini à la sous-section 2 de la section 1re du présent chapitre, déduction faite de l'intervention de tout autre organe public ou privé.

Il est tenu compte, pour autant qu'ils aient été autorisés au préalable par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, et sur avis de l'Office wallon des Déchets :

- 1° du coût des modifications et des travaux supplémentaires indispensables ou imprévisibles;
- 2° de 5 % du montant total du marché, à titre de frais généraux afférents à l'exécution du marché comprenant :
 - a) les honoraires de l'auteur de projet;
 - b) les frais de surveillance de l'exécution du marché;
 - c) les frais d'adjudication;
 - d) les frais d'assurances-contrôle et de chantier jusqu'à réception définitive.

Art. 10. La subvention pour l'acquisition d'immeubles est calculée sur la base de l'estimation établie par le comité d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat. Si le prix d'acquisition est inférieur à l'estimation, la subvention est calculée sur ce prix.

Sous-section 2. — Du taux de la subvention

Art. 11. Le taux de la subvention est fixé à :

1° 85 % pour les parcs à conteneurs, le système informatique de transmission des données à l'Office et les installations de compostage des déchets verts.

2° 75 % pour toutes les installations de tri, de broyage, de recyclage des déchets en vue de limiter les opérations de valorisation énergétique ou d'élimination des déchets et les installations de traitement des encombrants issus des collectes sélectives en vue d'une réutilisation;

3° 65 % pour les projets pilotes et les installations de valorisation énergétique des déchets, à l'exception des centres d'enfouissement technique, et pour la mise en conformité des installations de valorisation énergétique existantes pour le traitement des déchets hospitaliers et de soins de santé de classe A et B1, provenant éventuellement d'unités de prétraitement, tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé.

Art. 12. Afin de respecter les échéances du Plan wallon des déchets et pour des investissements dont le montant de la subvention est supérieur à 200 millions, sur proposition du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, le Gouvernement peut adapter le montant de la subvention afin d'honorer sans délai le financement de l'investissement.

Section 3. — De la procédure de demande et d'octroi des subventions

Art. 13. § 1^{er}. Au cours du premier trimestre de chaque année, le pouvoir subordonné transmet au Ministre un échéancier des demandes de subvention pour l'année en cours et l'année suivante ainsi que toute modification intervenue sur les projets approuvés.

Cet échéancier reprend l'objet précis des demandes de subvention et leurs intégrations dans les objectifs du Plan wallon des déchets.

L'Office examine l'opportunité technique et économique des avant-projets et la cohérence de ceux-ci avec le Plan wallon des déchets.

Sur avis de l'Office, le Ministre informe, avant la fin du premier semestre de chaque année, le pouvoir subordonné des avant-projets qui seront pris en considération et prévoit les crédits budgétaires.

§ 2. Le maître d'ouvrage transmet les documents de l'avant-projet, pour examen technique, à l'Office.

Sur rapport de l'Office, le Ministre peut accorder une promesse de principe de subvention.

§ 3. Le demandeur transmet à l'Office sa décision relative à l'attribution du marché.

Le cas échéant, le rapport contenant l'estimation du comité d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat est joint au rapport.

Sur le rapport de l'Office, le Ministre peut accorder une promesse ferme de subvention et engage les crédits budgétaires.

§ 4. L'Office contrôle et liquide les tranches de subvention.

Sur avis de l'Office, le Ministre détermine le montant final de la subvention après introduction par le bénéficiaire du compte final des dépenses.

Art. 14. Au cas où une installation de gestion des déchets n'est pas utilisée exclusivement pour la gestion des déchets visés par le présent arrêté, le Ministre conclut, parallèlement à l'octroi de la promesse ferme de subvention, une convention avec le pouvoir subordonné prévoyant la révision de la subvention allouée, à la hausse ou à la baisse, en fonction de la quantité effective de déchets traités et provenant exclusivement des déchets visés par le présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre accorde ou refuse les subventions en fonction :

1° des limites budgétaires de l'Office;

2° de la conformité du projet aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et au Plan wallon des déchets;

3° du respect par le pouvoir subordonné des dispositions prévues par le Plan wallon des déchets pour la gestion des déchets dont il est responsable.

Art. 16. Le Ministre détermine les modalités de récupération de la subvention lorsque les conditions d'octroi ou les obligations du pouvoir subordonné ne sont pas respectées.

CHAPITRE III. — *Des subventions aux communes relatives aux actions de prévention, de collectes sélectives et de communication*

Section 1^{re}. — Des bénéficiaires et de l'objet des subventions

Sous-section 1^{re}. — Des bénéficiaires des subventions

Art. 17. Seules les communes répondant aux conditions suivantes peuvent bénéficier des subventions faisant l'objet du présent chapitre :

1° la commune, ou l'association de communes dont elle est membre, organise l'accès de ses citoyens à un parc à conteneurs, d'initiative communale ou intercommunale, ou a reçu la promesse ferme de subvention du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions pour une telle infrastructure;

2° le parc à conteneurs visé au 1°, existant ou en projet, permet de collecter sélectivement au moins huit des déchets suivants :

- a) les déchets inertes;
- b) les encombrants ménagers;
- c) les déchets d'équipements électriques et électroniques;
- d) les déchets verts et les déchets de bois;

- e) les papiers et cartons;
- f) le verre de couleur et le verre blanc;
- g) les plastiques;
- h) le textile;
- i) les métaux;
- j) les huiles usagées et les huiles alimentaires;
- k) les piles;
- l) les déchets spéciaux des ménages;

3° la commune qui dispose sur son territoire d'un parc à conteneurs, ou l'association de commune dont elle est membre, accepte que tous les habitants de la zone couverte par son association de communes ait accès gratuitement à cette infrastructure de collecte;

4° la commune, ou l'association de communes dont elle est membre, dispose sur le territoire communal :

a) de points de collecte du verre creux ménager à raison :

- i. d'un point de collecte pour 800 habitants maximum au 1^{er} janvier 1999;
- ii. d'un point de collecte pour 600 habitants maximum et au moins un point de collecte par entité locale au 1^{er} janvier 2000;

b) de tout autre dispositif de collecte probant permettant d'atteindre les objectifs du Plan wallon des déchets;

5° la commune a adopté et applique un règlement relatif à la collecte des déchets, dont elle informe régulièrement ses citoyens et qui a notamment pour objet :

a) de décourager le mélange aux ordures brutes des déchets pour lesquels une collecte sélective en porte à porte est organisée sur son territoire;

b) d'obliger les agriculteurs et les entreprises agricoles à remettre leurs emballages dangereux dans les points de collecte prévus à cet effet;

c) d'obliger les médecins, dentistes, vétérinaires et prestataires de soins à domicile de la commune à utiliser un centre de regroupement ou à employer les services d'un collecteur agréé pour se défaire de leurs déchets hospitaliers et de soins de santé de classe B2 au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé;

6° la commune, ou l'association de communes dont elle est membre, informe régulièrement ses citoyens des collectes sélectives en porte à porte organisées sur le territoire communal, des modalités d'accès aux installations de regroupement des déchets et de toute autre modalité relative aux possibilités de gestion des déchets;

7° avant la première demande de subvention, la commune a conclu avec le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions la convention visée à l'article 23.

Sous-section 2. — De l'objet des subventions

Art. 18. Peuvent faire l'objet d'une subvention :

1° l'organisation d'une campagne de prévention, de sensibilisation et d'information des citoyens en matière de gestion des déchets, pour autant que cette campagne soit organisée au moins deux fois par an;

2° la collecte sélective en porte à porte, en vue de leur recyclage, des déchets organiques fermentescibles, conformément aux exigences de qualité préconisées par l'exploitant de l'unité de recyclage en vue d'une application en agriculture, horticulture, viticulture, sylviculture ou culture maraîchère;

3° la collecte sélective en porte à porte, en vue de leur recyclage, des déchets de papiers, à l'exclusion des déchets d'emballages, pour autant que cette collecte soit organisée au moins six fois et au plus douze fois par an, en même temps que la collecte des déchets de papiers et cartons d'emballages;

4° la collecte des déchets de plastiques agricoles non dangereux, pour autant que cette collecte soit organisée au moins une fois par an durant une période d'une semaine.

Section 2. — Du montant des subventions

Art. 19. La subvention des actions visées à l'article 18, 1° s'élève à vingt francs par habitant et par an et est calculée sur la base du chiffre de la population de droit, arrêté par le Ministre fédéral des affaires économiques, au 1^{er} janvier de l'année de réalisation de l'action.

Art. 20. La subvention des actions visées à l'article 18, 2° s'élève à 1 300 francs par tonne collectée conformément aux exigences de qualité préconisées par l'exploitant de l'unité de recyclage en vue d'une application en agriculture, horticulture, viticulture, sylviculture ou culture maraîchère.

Art. 21. La subvention des actions visées à l'article 18, 3° est équivalente au coût réel de la collecte et du recyclage des déchets de papier, à l'exclusion des déchets d'emballages. Le montant de la subvention est diminué à concurrence du bénéfice éventuellement dégagé par la vente des déchets de papier et est augmenté à concurrence du coût de la vente des déchets de papier.

Art. 22. La subvention des actions visées à l'article 18, 4° est équivalente au coût réel de la collecte et de la valorisation, avec un maximum de 50 000 francs par an et par commune.

Section 3. — De la procédure de demande et d'octroi des subventions

Art. 23. § 1. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions arrête le modèle de la convention visée à l'article 17, 7°. Cette convention est valable pour trois ans et peut être amendée annuellement en fonction des actions planifiées par la commune. Au terme des trois ans, elle peut être prolongée de commun accord pour un terme équivalent.

Cette convention comprend notamment :

a) une description des actions menées par la commune dans le cadre du Plan wallon des déchets et principalement celles visées à l'article 18;

b) les modalités financières liées à la collecte et au recyclage des déchets de papier;

- c) les modalités d'acomptes éventuels et de liquidation des subventions;
- d) les modalités de récupération de la subvention ou des acomptes éventuels lorsque les conditions d'octroi ou les obligations du pouvoir subordonné ne sont pas respectées.

Une subvention ne peut être accordée que si la convention conclue prévoit explicitement la réalisation de l'opération pour laquelle elle est demandée.

§ 2. La commune introduit une proposition de convention auprès du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, au plus tard le 30 juin de l'année précédant la première demande de subvention.

Sur le rapport de l'Office, le Ministre conclut la convention avec la commune avant le premier trimestre de la première année de réalisation des actions pouvant faire l'objet d'une subvention.

Art. 24. § 1^{er}. Les subventions sont liquidées conformément aux modalités stipulées dans la convention conclue en vertu de l'article 23.

§ 2. Le décompte final est accepté ou refusé, sur le vu du rapport établi par l'Office sur la bonne exécution des actions, sur la réalisation des conditions visées à l'article 17 et sur le respect, par la commune, des règles en matières de marchés.

Art. 25. Le montant de la subvention est payé directement à l'association de communes que la commune bénéficiaire a spécialement chargé de l'exécution, en tout ou en partie, d'une ou de plusieurs actions subventionnées visées à l'article 18 et mandaté pour percevoir le montant de la subvention afférent à cette exécution.

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et transitoires, entrée en vigueur

Section 1re. — Dispositions abrogatoires

Art. 26. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers est abrogé, sauf pour ce qui concerne les subventions engagées à charge du budget à la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 27. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 relatif à la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers est abrogé, sauf pour ce qui concerne la ristourne relative aux exercices d'imposition 1997 et antérieurs.

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 28. Sur proposition du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, le Gouvernement peut, par dérogation aux articles 4 et 11 du présent arrêté :

1° appliquer un taux de subvention de 55 % pour l'établissement et la remise en état de centres d'enfouissement technique qui ont fait l'objet d'une promesse de principe du Ministre avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° jusqu'au 31 décembre 2000, appliquer un taux de subvention de 85 % pour la mise en place, le renouvellement ou la mise en conformité d'installations de valorisation.

Art. 29. § 1^{er}. Pour ce qui concerne l'année 1998, en dérogation de l'article 23, § 2, la Commune introduit une proposition de convention, au plus tard le 31 décembre 1998.

Cette proposition de convention est valable pour les années 1998, 1999 et 2000.

Sur le rapport de l'Office, le Ministre conclut la convention avec la commune avant le 31 mars 1999.

§ 2. La demande de subvention, pour l'année 1998, visée à l'article 24, § 1^{er} porte sur les actions, visées à l'article 18, réalisées depuis le 1^{er} janvier 1998.

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 17 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Namur, le 30 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1549

[S - C - 98/27359]

30. APRIL 1998. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 27 und 28;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 21. November 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Dezember 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der in einem Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region wiedergegebenen Absicht der Wallonischen Regierung, eine Regelung zur Erhebung einer Strafgebühr einzuführen, der die Gemeinden nur durch die Einsetzung der Maßnahmen zur Vermeidung und zur selektiven Sammlung der Abfälle entgegen können und in der Erwägung, daß diese Maßnahmen ab sofort geplant werden müssen;

In der Erwägung, daß es für die Gemeinden notwendig ist, schon ab sofort die Mittel organisieren und planen zu können, die ihnen ermöglichen, den Bedingungen für eine Befreiung von dieser Strafgebühr entgegenzukommen;

In der Erwägung, daß gerade der vorliegende Erlaß für Informationsaktionen und die selektive Sammlung der Abfälle ein Bezuschussungssystem vorsieht, welches für die oben erwähnte Regelung zur Erhebung einer Strafgebühr eine unerläßliche Begleitmaßnahme darstellt;

In der Erwägung, daß das Dekret vom 16. Januar 1997 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Mai 1996 bezüglich der Vermeidung und Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle Ordnungsstrafen für diejenigen industriellen Sektoren vorsieht, die insbesondere für die Verpackungsabfälle aus Papier-Pappe die Recyclingsätze nicht erreichen;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß zwecks der Organisation der Sammlung der Abfälle aus Papier-Pappe den Gemeinden ermöglicht, das Einsammeln von Haus zu Haus der gesamten Abfälle aus Papier-Pappe einzuführen, ohne jedoch durch zusätzliche Lasten bestraft zu werden;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° « Abfälle »: die bei den üblichen Tätigkeiten der Haushalte anfallenden Abfälle und die in den Rubriken 200201, 200302, 200303 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs erwähnten Abfälle und die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege der Klasse A und B1, die eventuell aus Vorbehandlungsanlagen entstammen, so wie sie in dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt worden sind, und die von einer Gemeinde oder Gemeindevereinigung übernommen werden.

2° « Abfallbewirtschaftungsanlage »: Containerpark, Abfallverbringungsanlage, Sortierungs- und Zerleinerungsanlage, Aufwertungsanlage für vergärbare organische Abfälle, Aufwertungsanlage für Schlacken oder Verbrennungsanlage mit energetischer Verwertung.

3° « Minister »: der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört.

KAPITEL II. — *Zuschüsse bezüglich der abfallbewirtschaftungsanlagen*

Abschnitt 1. — Bezugsberechtigte, Gegenstand der Zuschüsse und Verpflichtungen

Unterabschnitt 1. — Bezugsberechtigte der Zuschüsse

Art. 2. Lediglich die Gemeinden und Gemeindevereinigungen, die insbesondere die Bewirtschaftung der bei den üblichen Tätigkeiten der Haushalte anfallenden Abfälle übernehmen, können die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Zuschüsse in Anspruch nehmen.

Unterabschnitt 2. — Gegenstand der Zuschüsse

Art. 3. Es können Zuschüsse gewährt werden für:

1° den Bau, die Erweiterung, den Umbau, die Einrichtung und die Erneuerung von Abfallbewirtschaftungsanlagen, einschließlich:

- a) der Ausrüstungen für die Bewirtschaftung, Handhabung und Lagerung der Abfälle;
- b) der Ausstattungen für die Kontrolle, den Schutz und die Überwachung der Umweltfreundlichkeit der Anlagen, einschließlich des EDV-Systems zur Übermittlung der Informationen an die Region;
- c) der Einrichtung von Geländen zur Lagerung der Abfälle vor deren Verarbeitung oder der Lagerung der nicht mehr verwertbaren Abfälle der Verarbeitungsanlage;
- d) der gesamten oder teilweisen Gestaltung der Umgebung und der privaten Zufahrtsstraßen der bezuschußten Anlagen;

2° die zur Durchführung der in dem Punkt 1° erwähnten bezuschußbaren Bauarbeiten erforderlichen geotechnischen Untersuchungen und die Durchführungskosten von Versuchen, unter der Voraussetzung, daß diese zuvor auf Gutachten des Wallonischen Amtes für Abfälle von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, genehmigt wurden;

3° den Erwerb der für die Durchführung der in dem Punkt 1° erwähnten bezuschußbaren Arbeiten erforderlichen Immobiliengüter.

Art. 4. Es können keine Zuschüsse gewährt werden für:

- 1° die Güter, über die die untergeordnete Behörde kein Eigentums-, Erbpacht- oder Erbbaurecht verfügt;
- 2° die Fahrzeuge für die Sammlung und die Beförderung der Abfälle;
- 3° die sich außerhalb des Betriebsgeländes befindenden öffentlichen Zufahrtsstraßen;
- 4° jegliche mit den Kosten für die Einrichtung, den Betrieb und die Instandsetzung der technischen Verabugungszentren verbundenen Ausgaben;
- 5° den Abbau der bezuschußten Güter;
- 6° die Ausrüstungen für den Transport der außerhalb der Grenzen des Eigentums des Benutzers erzeugten Energie.

Art. 5. Außerdem können die Kosten für die Studien von Musterprojekten zur Anwendung der in dem Wallonischen Abfallplan vorgesehenen Zielsetzungen und Leitlinien und gegebenenfalls das zu deren Verwirklichung erforderliche Material Gegenstand einer Bezuschussung sein. Diese Musterprojekte beschränken sich:

1° auf Abfallsammelstellen oder neue, auf dem Gebiet von einer oder mehreren Gemeinden angewandte Methoden für die Sammlung der Abfälle von Haus zu Haus;

2° auf neue Behandlungsanlagen oder neue Techniken, die zur Modernisierung der bereits bestehenden Infrastrukturen bestimmt sind.

In Abweichung von Artikel 4, 2° kann die Einrichtung neuer technologischer Ausstattungen in Müllsammel-fahrzeugen unter den Bedingungen des vorliegenden Artikels bezuschußt werden.

Art. 6. Für die Erneuerung bezuschußter Anlagen kann kein neuer Zuschuß gewährt werden, und zwar während der gesamten Abschreibungsdauer des nicht bezuschußten Teils dieser Anlagen.

Unbeschadet anderer gesetzlicher oder vorschriftsmäßiger Bestimmungen werden in dem Beschluß, in dem ein Zuschuß gewährt wird, der Abschreibungssatz und die Abschreibungsdauer festgelegt. Diese Dauer beläuft sich auf mindestens:

- 1° 20 Jahre für das Bauwesen;
- 2° 15 Jahre für die Elektromechanik;
- 3° 5 Jahre für Fahrzeuge.

Unterabschnitt 3. — Verpflichtungen

Art. 7. Die Gewährung des Zuschusses unterliegt dem vorhergehenden Erhalt aller erforderlichen Genehmigungen.

Art. 8. Um einen Zuschuß in Anspruch nehmen zu können, muß die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung ausdrücklich folgende Verpflichtungen wahrnehmen:

- 1° die bezuschußte Anlage vorrangig mit den von dem vorliegenden Erlaß betroffenen Abfällen versorgen;
- 2° falls es die Umstände erfordern, zu den auf die üblichen Benutzer der Anlage anwendbaren finanziellen Bedingungen die Abfälle annehmen, die von dem vorliegenden Erlaß betroffen sind und aus Gemeinden oder Gemeindevereinigungen entstammen;
- 3° Rückstellungen für Großreparaturen auf dem Gesamtbetrag der Investitionen bilden, und zwar mindestens bis zu:
 - a) 0,5 % für das Bauwesen;
 - b) 2 % für die Elektromechanik;
 - c) 5 % für Fahrzeuge;
- 4° dem Amt vierteljährlich mittels des von ihm ausgewählten EDV-Systems die Informationen übermitteln, die es ermöglichen, die Entwicklung der Durchführung des Wallonischen Abfallplans einzuschätzen, insbesondere die Informationen bezüglich der Sammlung, Verwertung und Entsorgung der Abfälle;
- 5° von der zu einer Rücknahme der Abfälle verpflichteten Person einen Preis verlangen, der die mit der Bewirtschaftung dieser Abfälle in der bezuschußten Anlage verbundenen Investitionen berücksichtigt und der Region jährlich jenen Teil dieses Preises rückvergüten, der ihrer Beteiligung an den gesamten Investitionen der Anlage entspricht;
- 6° dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfälle gehören, oder dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Inneren Angelegenheiten gehören und auf deren erste Anforderung hin, jegliche Auskunft, welcher Art auch immer, bezüglich der bezuschußten Güter und deren Verwaltung mitteilen;
- 7° außerdem, falls der Zuschuß den Erwerb eines Immobiliengutes zum Gegenstand hat:
 - a) die Zweckbestimmung des Immobiliengutes nicht ohne die Genehmigung des Ministers ändern;
 - b) im Falle einer vollständigen oder teilweisen Veräußerung des bezuschußten Immobiliengutes vor dessen Abschreibung, den Betrag des Zuschusses, der um 60 % des eventuell realisierten Mehrwerts erhöht wurde, rückerstatten.

Abschnitt 2. — Betrag der Zuschüsse

Unterabschnitt 1. — Berechnungsgrundlage des Zuschusses

Art. 9. Der Zuschuß wird unter Berücksichtigung der Kosten des Gegenstands der Zuschüsse berechnet, so wie diese in dem Unterabschnitt 2 des Abschnitts 1 des vorliegenden Kapitels festgelegt sind und nach Abzug der Beteiligung eines jeden anderen öffentlichen oder privaten Organs.

Vorausgesetzt, daß Nachstehendes zuvor von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, genehmigt wurde und auf Gutachten des Wallonischen Amtes für Abfälle, werden berücksichtigt:

- 1° die Kosten der Umgestaltungen und der unerläßlichen oder unvorhersehbaren zusätzlichen Arbeiten;
- 2° 5 % des Gesamtbetrags des Auftrags, die bei der Ausführung des Auftrags als Gemeinkosten gelten und die sich aus Folgendem zusammensetzen:
 - a) den Honoraren des Projektautors;
 - b) den Kosten für die Überwachung der Ausführung des Auftrags;
 - c) den Ausschreibungskosten für die Vergabe des Auftrags;
 - d) den Versicherungskosten für die Kontrolle und die Baustelle bis zur endgültigen Abnahme.

Art. 10. Der Zuschuß für den Erwerb von Immobiliengütern wird auf der Grundlage der vom Ausschuß für den Erwerb von Immobilien für den Staat angestellten Veranschlagung berechnet. Falls der Erwerbspreis unter der erstellten Veranschlagung liegt, wird der Zuschuß nach diesem Preis berechnet.

Unterabschnitt 2. — Prozentsatz des Zuschusses

Art. 11. Der Prozentsatz des Zuschusses wird folgendermaßen festgelegt:

1° 85 % für die Containerparks, für das EDV-System zur Übermittlung der Informationen an das Amt und für die Anlagen zur Kompostierung von Grünabfällen.

2° 75 % für alle Sortierungs-, Zerkleinerungs- und Recyclinganlagen im Hinblick auf die Einschränkung der Energieverwertungs- oder Abfallentsorgungsvorgänge und für die Behandlungsanlagen für den aus der selektiven Sammlung entstammenden Sperrmüll im Hinblick auf eine Wiederbenutzung;

3° 65 % für die Musterprojekte und die Anlagen zur Energieverwertung von Abfällen, mit Ausnahme der technischen Vergrabungszentren, und für die Anpassung an die aktuellen Erfordernisse der bereits vorhandenen Energieverwertungsanlagen zur Behandlung der Krankenhausabfälle und der Abfälle aus der Gesundheitspflege der Klasse A und B1, die eventuell aus Vorbehandlungsanlagen entstammen, so wie sie in dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege festgelegt werden.

Art. 12. Um die Termine des Wallonischen Abfallplans einhalten zu können und für Investitionen, deren Betrag 200 Millionen überschreiten, kann die Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, den Betrag des Zuschusses anpassen, damit die Finanzierung der Investition unverzüglich honoriert wird.

Abschnitt 3. — Antrags- und Genehmigungsverfahren für die Zuschüsse

Art. 13. § 1. Jedes Jahr im Laufe des ersten Trimesters übermittelt die untergeordnete Behörde dem Minister einen Terminplan der Anträge auf Zuschüsse für das laufende Jahr und das darauffolgende Jahr, sowie jegliche in den genehmigten Projekten erfolgte Abänderung.

In diesem Terminplan werden der genaue Gegenstand der Anträge auf Zuschüsse und deren Eingliederung in den Zielsetzungen des Wallonischen Abfallplans aufgezeichnet.

Das Amt untersucht die technische und wirtschaftliche Zweckmäßigkeit der Vorentwürfe und deren Vereinbarkeit mit dem Wallonischen Abfallplan.

Auf Gutachten des Amtes informiert der Minister jedes Jahr vor Ende des ersten Semesters die untergeordnete Behörde über die Vorentwürfe, die in Betracht gezogen werden und sieht die Haushaltsmittel vor.

§ 2. Der Bauherr übermittelt dem Amt die Unterlagen des Vorentwurfs zu einer technischen Begutachtung.

Auf Gutachten des Amtes kann der Minister eine prinzipielle Zusage für den Zuschuß geben.

§ 3. Der Antragsteller übermittelt dem Amt seinen Beschluß über die Vergabe des Auftrags.

Gegebenenfalls wird das Gutachten, welches die Veranschlagung des Ausschusses für den Erwerb von Immobiliengütern für den Staat beinhaltet, der Akte beigefügt.

Auf Gutachten des Amtes kann der Minister eine definitive Zusage für den Zuschuß geben und legt die Haushaltsmittel fest.

§ 4. Das Amt überprüft und zahlt die Teilbeträge des Zuschusses aus.

Auf Gutachten des Amtes legt der Minister den Endbetrag des Zuschusses fest, nachdem der Bezugsberechtigte die Schlußabrechnung der Ausgaben eingereicht hat.

Art. 14. Falls eine Abfallbewirtschaftungsanlage nicht ausschließlich für die in dem vorliegenden Erlaß erwähnte Abfallbewirtschaftung benutzt wird, trifft der Minister mit der untergeordneten Behörde gleichzeitig mit der Gewährung der definitiven Zusage für den Zuschuß eine Vereinbarung, in der eine Revision des gewährten Zuschusses, durch Erhöhung oder Senkung, unter Berücksichtigung der effektiven Menge der behandelten Abfälle, die ausschließlich aus den in dem vorliegenden Erlaß erwähnten Abfällen entstammen, vorgesehen ist.

Art. 15. Der Minister genehmigt oder verweigert die Zuschüsse unter Berücksichtigung:

1° der Begrenzungen aufgrund der verfügbaren Haushaltsmittel des Amtes;

2° der Übereinstimmung des Projekts mit den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und des Wallonischen Abfallplans;

3° der Beachtung durch die untergeordnete Behörde der in dem Wallonischen Abfallplan vorgesehenen Bestimmungen über die Abfallbewirtschaftung, für die sie verantwortlich ist.

Art. 16. Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Rückgewinnung des Zuschusses, falls die Gewährungsbedingungen und die Verpflichtungen der untergeordneten Behörde nicht eingehalten werden.

KAPITEL III. — Zuschüsse an die gemeinden bezüglich der Maßnahmen zur Vermeidung, selektiven Sammlung und Information

Abschnitt 1. — Bezugsberechtigte und Gegenstand der Zuschüsse

Unterabschnitt 1. — Bezugsberechtigte der Zuschüsse

Art. 17. Allein die Gemeinden, welche die nachstehenden Bedingungen erfüllen, können die Zuschüsse in Anspruch nehmen, die Gegenstand des vorliegenden Kapitels sind:

1° die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, bei der sie Mitglied ist, organisiert für ihre Bürger den Zugang zu einem auf kommunale oder interkommunale Initiative eingerichteten Containerpark, oder hat von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, die definitive Zusage für den Zuschuß für eine derartige Infrastruktur erhalten;

2° der in Punkt 1° erwähnte, bereits vorhandene oder geplante Containerpark ermöglicht die selektive Sammlung von mindestens acht der folgenden Abfälle:

- a) inerte Abfälle;
- b) Sperrmüll aus Haushalten;
- c) Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen;
- d) Grün- und Holzabfälle;
- e) Papier und Pappe;
- f) Buntglas und Weißglas;
- g) Kunststoffe;
- h) Textilien;
- i) Metalle;
- j) Altöle und Speiseöle;
- k) Batterien
- l) Sonderabfälle aus Haushalten;

3° die Gemeinde, die auf ihrem Gebiet über einen Containerpark verfügt, oder die Gemeindevereinigung, bei der sie Mitglied ist, erlaubt den kostenlosen Zugang zu dieser Sammelstelle für alle Einwohner des von ihrer Gemeindevereinigung umfaßten Gebiets.

4° die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, bei der sie Mitglied ist, verfügt auf dem Gemeindegebiet über:

a) Sammelstellen für Hohlglas aus Haushalten:

i. eine Sammelstelle für höchstens 800 Einwohner am 1. Januar 1999;

ii. eine Sammelstelle für höchstens 600 Einwohner und mindestens eine Sammelstelle je örtliche Einheit am 1. Januar 2000;

b) jede andere überzeugende Sammelvorrichtung, die es ermöglicht, die Zielsetzungen des Wallonischen Abfallplans zu erreichen;

5° die Gemeinde hat eine Regelung über die Sammlung von Abfällen verabschiedet, über die sie die Einwohner regelmäßig informiert, und wendet sie an. Diese Regelung hat insbesondere Folgendes zum Ziel:

a) der Vermischung der Abfälle, für die die Gemeinde auf ihrem Gebiet eine selektive Sammlung von Haus zu Haus organisiert hat, mit unbehandelten Abfällen entgegenzuwirken;

b) die Landwirte und landwirtschaftlichen Betriebe dazu verpflichten, ihre gefährlichen Verpackungen bei den zu diesem Zweck vorgesehenen Sammelstellen abzugeben;

c) die auf dem Gebiet der Gemeinde ansässigen Ärzte, Zahnärzte, Tierärzte und Erbringer von ärztlichen Hauspflegedienstleistungen dazu verpflichten, ein Zwischenlagerungszentrum zu benutzen oder auf die Dienste eines zugelassenen Sammlers zurückzugreifen, um sich ihrer Abfälle der Klasse B2 aus Krankenhäusern und der Gesundheitspflege im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege zu entledigen;

6° die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, bei der sie Mitglied ist, informiert regelmäßig ihre Einwohner über die auf dem Gemeindegebiet organisierten selektiven Sammlungen von Haus zu Haus, die Modalitäten für den Zugang zu den Abfallzusammenstellungsanlagen und jede andere Modalität bezüglich der Möglichkeiten für die Abfallbewirtschaftung;

7° vor dem ersten Antrag auf Zuschuß hat die Gemeinde mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, die in dem Artikel 23 erwähnte Vereinbarung getroffen.

Unterabschnitt 2. — Gegenstand der Zuschüsse

Art. 18. Zuschüsse können für Folgendes gewährt werden:

1° die Organisation einer Kampagne zur Abfallvermeidung, Sensibilisierung und Information der Bürger in Sachen Abfallbewirtschaftung, insofern diese Kampagne mindestens zweimal jährlich organisiert wird.

2° die selektive Sammlung von Haus zu Haus von vergärbaren organischen Abfällen im Hinblick auf deren Recycling, gemäß den von dem Betreiber der Recyclinganlage für eine Anwendung in der Landwirtschaft, im Garten- und Weinbau, in der Forstwirtschaft oder im Gemüsebau empfohlenen Qualitätsansprüchen;

3° die selektive Sammlung von Haus zu Haus von Altpapier, mit Ausnahme der Verpackungsabfälle, insofern diese Sammlung gleichzeitig mit der Sammlung von Altpapier und Verpackungspappe mindestens sechsmal und höchstens zwölfmal jährlich organisiert wird;

4° die Sammlung von ungefährlichen landwirtschaftlichen Kunststoffabfällen, insofern diese Sammlung mindestens einmal jährlich während einer Periode von einer Woche organisiert wird.

Abschnitt 2. — Höhe der Zuschüsse

Art. 19. Der Zuschuß für die in Artikel 18, 1° erwähnten Aktionen beläuft sich auf 20 BEF pro Einwohner und pro Jahr und wird auf der Grundlage der Rechtsbevölkerungszahlen berechnet, die von dem Föderalminister der Wirtschaftsangelegenheiten am 1. Januar des Jahres, in dem die Aktion erfolgt, festgelegt wurden.

Art. 20. Der Zuschuß für die in Artikel 18, 2° erwähnten Aktionen beläuft sich auf 1 300 BEF pro gesammelte Tonne, gemäß den von dem Betreiber der Recyclinganlage für eine Anwendung in der Landwirtschaft, im Garten- und Weinbau, in der Forstwirtschaft oder im Gemüsebau empfohlenen Qualitätsansprüchen;

Art. 21. Der Zuschuß für die in Artikel 18, 3° erwähnten Aktionen entspricht den Realkosten der Sammlung und des Recyclings von Altpapier, mit Ausnahme der Verpackungsabfälle. Der Betrag des Zuschusses wird gegebenenfalls um den aus dem Verkauf des Altpapiers eingebrachten Gewinn herabgesetzt und um die Verkaufskosten des Altpapiers erhöht.

Art. 22. Der Zuschuß für die in Artikel 18, 4° erwähnten Aktionen entspricht den Realkosten der Sammlung und Verwertung mit einem Höchstbetrag von 50 000 BEF pro Jahr und pro Gemeinde.

Abschnitt 3. — Antrags- und Genehmigungsverfahren für die Zuschüsse

Art. 23. § 1. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, legt das Muster der in Artikel 17, 7° erwähnten Vereinbarung fest. Diese Vereinbarung ist drei Jahre gültig und kann jedes Jahr unter Berücksichtigung der von der Gemeinde geplanten Aktionen abgeändert werden. Nach Ablauf der drei Jahre kann sie in gemeinsamem Einvernehmen für eine gleichwertige Frist verlängert werden.

Diese Vereinbarung beinhaltet insbesondere:

a) eine Beschreibung der von der Gemeinde im Rahmen des Wallonischen Abfallplans eingeleiteten Aktionen und zwar hauptsächlich jene, die in Artikel 18 erwähnt werden;

b) die mit der Sammlung und dem Recycling des Altpapiers verbundenen Finanzierungsbestimmungen;

c) die eventuellen Anzahlungs- und Auszahlungsbedingungen der Zuschüsse;

d) die Rückzahlungsbedingungen des Zuschusses oder der eventuellen Anzahlungen, wenn die Gewährungsbedingungen oder die Verpflichtungen der untergeordneten Behörde nicht beachtet werden.

Ein Zuschuß kann nur genehmigt werden, wenn die getroffene Vereinbarung ausdrücklich die Durchführung der Arbeit vorsieht, für die er beantragt wurde.

§ 2. Die Gemeinde reicht bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, spätestens am 30. Juni des Jahres, das dem ersten Antrag auf Zuschuß vorausgeht, einen Vereinbarungsvorschlag ein.

Dem Bericht des Amts zufolge trifft der Minister die Vereinbarung mit der Gemeinde vor dem ersten Trimester des ersten Jahres der Durchführung der Aktionen, die den Gegenstand eines Zuschusses darstellen können.

Art. 24. § 1. Die Zuschüsse werden gemäß den in der getroffenen Vereinbarung aufgrund des Artikels 23 festgeschriebenen Modalitäten ausbezahlt.

§ 2. Die Schlußabrechnung wird gegen Vorlage des von dem Amt verfaßten Berichts über die richtige Durchführung der Aktionen, die Erfüllung der in dem Artikel 17 erwähnten Bedingungen und die Beachtung durch die Gemeinde der Regelungen in Sachen öffentlicher Aufträge angenommen oder abgelehnt.

Art. 25. Der Betrag des Zuschusses wird unmittelbar an die Gemeindevereinigung gezahlt, die die bezugsberechtigte Gemeinde eigens mit der vollständigen oder teilweisen Durchführung einer oder mehrerer in dem Artikel 18 erwähnten bezuschußten Aktionen beauftragt und zu der Einnahme des Betrags des mit dieser Durchführung verbundenen Zuschusses bevollmächtigt hat.

KAPITEL IV. — *Aufhebungs- und übergangsbestimmungen, inkrafttreten*

Abschnitt 1. — Aufhebungsbestimmungen

Art. 26. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden für die Behandlung von Hausmüll wird außer Kraft gesetzt, außer was die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zu Lasten des Haushalts festgelegten Zuschüsse betrifft.

Art. 27. Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 über die Rückvergütung der Abgabe für Hausmüll wird außer Kraft gesetzt, außer was die Rückvergütung bezüglich des Steuerjahrs 1997 und der vorherigen Steuerjahre betrifft.

Art. 28. Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, kann die Regierung in Abweichung der Artikel 4 und 11 des vorliegenden Erlasses:

1° für die Einrichtung und Instandsetzung technischer Vergrabungszentren, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses Gegenstand einer prinzipiellen Zusage des Ministers waren, einen Bezuschussungssatz von 55 % anwenden;

2° für die Niederlassung, Erneuerung oder Anpassung an die aktuellen Erfordernisse der Verwertungsanlagen bis zum 31. Dezember 2000 einen Bezuschussungssatz von 85 % anwenden.

Art. 29. § 1. In Bezug auf das Jahr 1998 reicht die Gemeinde in Abweichung von Artikel 23, § 2 spätestens am 31. Dezember 1998 einen Vereinbarungsvorschlag ein.

Dieser Vereinbarungsvorschlag ist gültig für die Jahre 1998, 1999 und 2000.

Dem Bericht des Amts zufolge trifft der Minister die Vereinbarung mit der Gemeinde vor dem 31. März 1999.

§ 2. Der in Artikel 24, § 1 erwähnte Antrag auf Zuschuß für das Jahr 1998 bezieht sich auf die in Artikel 18 erwähnten Aktionen, die seit dem 1. Januar 1998 durchgeführt wurden.

Abschnitt 3. — Inkrafttreten

Art. 30. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 17, der am 1. Januar 1999 in Kraft tritt.

Namur, den 30. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B. und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1549

[S - C - 98/27359]

30 APRIL 1998. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 27 en 28;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Waalse Steden, Gemeenten en Provincies;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de intenties van de Regering die weergegeven zijn in een ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest en tot invoering van een strafheffingsstelsel waaraan de gemeenten slechts kunnen ontsnappen als ze maatregelen treffen voor de preventie en de selectieve ophaal van afval, en overwegende dat deze maatregelen van nu af aan gepland moeten worden;

Overwegende dat de gemeenten van nu af aan alles in het werk moeten kunnen stellen om de vrijstellingsvoorwaarden te vervullen;

Overwegende dat dit besluit juist voorziet in een toelagensysteem voor communicatie-acties en voor de selectieve afvalophaal, dat noodzakelijkerwijs gepaard gaat met het bovenvermelde strafheffingsstelsel;

Overwegende dat het decreet van 16 januari 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval voorziet in administratieve geldboetes voor de industriële sectoren die de recyclingsquota's niet zouden halen, met name voor papieren en kartonnen verpakkingsafval;

Overwegende dat dit besluit de gemeenten in staat stelt te zorgen voor de organisatie van de ophaal aan huis van de gezamenlijke papier- en kartonafval zonder dat hen een aanvullende last wordt opgelegd;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afval : de afvalstoffen uit gewone huishoudelijke activiteiten, de afvalstoffen bedoeld in de rubrieken 200201, 200302, 200303 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, en de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse A en B1, eventueel afkomstig uit voorbehandelingseenheden, zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval, waarmee een gemeente of een vereniging van gemeenten zich belast;

2° afvalbeheersinstallatie : containerpark, overbrengingscentrum, sorteer- en vermalingscentrum, centrum voor de nuttige toepassing van fermenteerbare organische afval, centrum voor de nuttige toepassing van slakken of verbrandingsinstallatie voor nuttige toepassing door energierecuperatie;

3° Minister : de Minister van de Waalse Regering die bevoegd is voor het afvalbeleid.

HOOFDSTUK II. — *Toelagen voor afvalbeheersinstallaties*

Afdeling 1. — Begunstigden, voorwerp van de toelagen en verplichtingen

Onderafdeling 1. — Begunstigden van de toelagen

Art. 2. De in dit hoofdstuk bedoelde toelagen worden alleen verleend aan de gemeenten en verenigingen van gemeenten die o.a. verantwoordelijk zijn voor het beheer van afval uit de gewone huishoudelijke activiteiten.

Onderafdeling 2. — Voorwerp van de toelagen

Art. 3. Er kan een toelage verleend worden voor :

1° de bouw, de uitbreiding, de verbouwing, de inrichting of de vernieuwing van afvalbeheersinstallaties, met inbegrip van :

- a) het materiaal voor het beheer, de behandeling en de opslag van de afval;
- b) de apparatuur voor de ecologische controle, bescherming en toezicht op de installaties, met inbegrip van het informaticasysteem voor de transmissie van gegevens aan het Gewest;
- c) de inrichting van opslagplaatsen voor de te behandelen afval of voor de afval die geweigerd wordt in de behandelingseenheid;
- d) de gehele of gedeeltelijke inrichting van de omgeving en de privé-toegangswegen tot de gesubsidieerde installaties;

2° de geotechnische onderzoeken die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de in 1° bedoelde subsidiabele werken en de kosten voor de uitvoering van proeven met de voorafgaande toestemming van de Minister van Leefmilieu, na advies van de « Office wallon des Déchets » (Waalse Dienst voor Afvalstoffen);

3° de aankoop van de nodige onroerende goederen voor de uitvoering van de subsidiabele werken bedoeld in 1°.

Art. 4. Er wordt geen toelage verleend voor :

1° de goederen waarop het ondergeschikt bestuur geen recht van eigendom, opstal of erfpacht heeft;

2° de voertuigen voor afvalophaal en -vervoer;

3° de openbare toegangswegen buiten de bedrijfsruimte;

4° elke uitgave voor de inrichting, de exploitatie en de sanering van de centra voor technische ingraving;

5° de ontmanteling van de gesubsidieerde goederen;

6° de uitrustingen voor het vervoer van energie die geproduceerd wordt buiten de eigendom van de gebruiker.

Art. 5. Er kan eveneens een toelage verleend worden voor onderzoekskosten i.v.m. proefprojecten die gericht zijn op de verwezenlijking van de doelstellingen en de toepassing van de aanbevelingen bedoeld in het « Plan wallon des Déchets » (Waals Afvalstoffenplan) en, in voorkomend geval, voor het materiaal dat nodig is voor de uitvoering ervan. Deze proefprojecten hebben enkel betrekking op :

1° netheidszones of op nieuwe methodes voor de afvalophaal aan huis, op het gebied van één of meer gemeenten;

2° nieuwe behandelingsinstallaties of op nieuwe technieken voor de modernisering van de bestaande infrastructures.

In afwijking van artikel 4, 2°, kan de installatie van nieuwe technologische apparatuur in ophaalvoertuigen gesubsidieerd worden onder de voorwaarden van dit artikel.

Art. 6. Er kan geen nieuwe toelage verleend worden voor de vernieuwing van gesubsidieerde installaties zolang het niet-gesubsidieerde deel ervan niet afgeschreven is.

Onverminderd andere wettelijke of verordeningsbepalingen, worden het percentage en de duur van de afschrijving vermeld in de beslissing waarbij een toelage wordt verleend. De afschrijving duurt minstens :

1° 20 jaar voor de civiele techniek;

2° 15 jaar voor de elektromechanica;

3° 5 jaar voor het rollend materieel.

Onderafdeling 3. — Verplichtingen

Art. 7. De toelage wordt pas verleend na de afgifte van de vereiste vergunningen.

Art. 8. Om een toelage te genieten, moet de gemeente of de vereniging van gemeenten zich er uitdrukkelijk toe verbinden :

1° de gesubsidieerde installatie bij voorkeur te bestemmen voor de in dit besluit bedoelde afval;

2° wanneer de omstandigheden het eisen, de in dit besluit bedoelde afval, die afkomstig is van gemeenten of verenigingen van gemeenten, aan te nemen onder de financiële voorwaarden die van toepassing zijn op de gewone gebruikers van de installatie;

3° op de totale investering voorraden aan te leggen voor belangrijke herstellingen, zijnde minimum :

a) 0,5 % voor de civiele techniek;

b) 2 % voor de elektromechanica;

c) 5 % voor het rollend materieel;

4° de Dienst om de drie maanden via het door hem gekozen informaticasysteem gegevens te verstrekken, om aan te geven hoever de uitvoering van het « Plan wallon des Déchets » gevorderd is, met name i.v.m. de ophaal, de nuttige toepassing en de verwijdering van de afval;

5° een prijs te vragen aan de persoon die de afval moet overnemen, waarbij rekening wordt gehouden met de investeringen betreffende het beheer ervan in de gesubsidieerde installatie, en het Gewest jaarlijks het prijsgedeelte terug te betalen dat overeenstemt met zijn deelneming in de globale investering van de installatie;

6° de voor het afvalbeleid bevoegde Minister of de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden op hun eerste verzoek alle gegevens, van welke aard ook, te verstrekken over de gesubsidieerde goederen en het beheer ervan;

7° wanneer de toelage de aankoop van een onroerend goed betreft, :

a) de bestemming van het onroerend goed niet te wijzigen zonder de toestemming van de Minister;

b) het toelagebedrag, verhoogd met 60 % van de eventuele meerwaarde, terug te betalen als het gesubsidieerd onroerend goed geheel of gedeeltelijk vervreemd wordt vooraleer het afgeschreven is.

Afdeling 2. — Toelagebedrag

Onderafdeling 1. — Berekening van de toelage

Art. 9. De toelage wordt berekend op grond van de prijs van het voorwerp waarvoor ze verleend wordt, zoals bepaald in onderafdeling 2 van afdeling 1 van dit hoofdstuk, na aftrek van de tegemoetkoming van andere openbare of privé-instellingen.

Voor zover de Minister van Leefmilieu ermee instemt en na advies van de « Office wallon des Déchets », worden de volgende kosten in aanmerking genomen :

1° de kosten voor de noodzakelijke of onvoorzienbare veranderingen en bijkomende werken;

2° 5 % van het totaalbedrag van de opdracht, als algemene kosten voor de uitvoering ervan, met name :

a) de honoraria van de ontwerper;

b) de kosten voor het toezicht op de uitvoering van de opdracht;

c) de aanbestedingskosten;

d) de kosten voor controle-verzekering en voor de werken tot aan de definitieve oplevering.

Art. 10. De toelage voor de aankoop van onroerende goederen wordt berekend op grond van het bedrag dat het Comité voor de aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat heeft geraamd. De toelage wordt berekend op basis van de aankoopprijs als deze laatste lager is dan het geraamde bedrag.

Onderafdeling 2. — Toelagepercentage

Art. 11. Het toelagepercentage wordt vastgesteld op :

1° 85 % voor containerparken, voor het informaticasysteem voor de transmissie van gegevens aan de Dienst en voor composteerinrichtingen voor groenafval;

2° 75 % voor alle installaties voor afvalsortering, -verbrijzeling en -recycling met het oog op de beperking van de handelingen inzake nuttige toepassing door energierecuperatie of inzake afvalverwijdering en voor installaties voor de behandeling van selectief opgehaald grof vuil met het oog op hergebruik;

3° 65 % voor proefprojecten en installaties voor nuttige toepassing van afval door energierecuperatie, met uitzondering van de centra voor technische ingraving, en voor het conform maken van de bestaande installaties voor nuttige toepassing door energierecuperatie voor de behandeling van ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse A en B1 eventueel afkomstig van behandelingseenheden, zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval.

Art. 12. Ten einde zich te houden aan de termijnen van het « Plan wallon des Déchets », kan de Regering, voor investeringen waarvoor een toelage van meer dan 200 miljoen BEF wordt verleend, dat bedrag op de voordracht van de Minister van Leefmilieu aanpassen om de financiering van de investering zo snel mogelijk te honoreren.

Afdeling 3. — Procedure voor de aanvraag en de verlening van toelagen

Art. 13. § 1. Het ondergeschikt bestuur bezorgt de Minister jaarlijks in de loop van het eerste kwartaal een draaiboek van de aanvragen om toelagen voor het lopende en het volgende jaar, en stelt hem in kennis van elke wijziging in de goedgekeurde projecten.

Het draaiboek vermeldt het exacte voorwerp van de aangevraagde toelagen en de opneming ervan in de doelstellingen van het « Plan wallon des déchets ».

De Dienst gaat na of de voorprojecten technisch en economisch geschikt zijn en of ze met het « Plan wallon des Déchets » stroken.

Op advies van de Dienst stelt de Minister het ondergeschikt bestuur jaarlijks vóór het einde van het eerste semester in kennis van de voorprojecten die in aanmerking zullen worden genomen en voorziet hij in de nodige budgettaire kredieten.

§ 2. De opdrachtgever maakt de documenten i.v.m. het voorproject voor technisch onderzoek over aan de Dienst.

Op basis van het verslag van de Dienst kan de Minister een principiële subsidiëringsbelofte doen.

§ 3. De aanvrager stelt de Dienst in kennis van zijn beslissing i.v.m. de gunning van de opdracht.

In voorkomend geval wordt het verslag over de raming die het Comité voor de aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat heeft uitgevoerd, bij het dossier gevoegd.

Op basis van het verslag van de Dienst kan de Minister een vaste subsidiëringsbelofte doen en maakt hij de budgettaire kredieten vrij.

§ 4. De Dienst controleert en vereffent de toelagen per schijven.

Op advies van de Dienst bepaalt de Minister het totaalbedrag van de toelage nadat de begunstigde het totaalbedrag van de uitgaven heeft ingediend.

Art. 14. Als een afvalbeheersinstallatie niet uitsluitend gebruikt wordt voor het beheer van de in dit besluit bedoelde afval, sluit de Minister, naast zijn vaste subsidiëringsbelofte, een overeenkomst met het ondergeschikt bestuur, waarbij de verleende toelage vatbaar is voor herziening, à la hausse of à la baisse, naar gelang van de werkelijk behandelde hoeveelheid afval bedoeld in dit decreet.

Art. 15. De Minister verleent of weigert de toelage al naar gelang :

1° de budgettaire kredieten van de Dienst al dan niet in acht worden genomen;

2° het project al dan niet strookt met de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en met het « Plan wallon des Déchets »;

3° het ondergeschikt bestuur zich al dan niet houdt aan de voorschriften van het « Plan wallon des Déchets » i.v.m. het beheer van de afval waarvoor het verantwoordelijk is.

Art. 16. De Minister bepaalt de regels voor de terugbetaling van de toelage wanneer de verleningsvoorwaarden niet vervuld zijn of wanneer het ondergeschikt bestuur zijn verplichtingen niet nakomt.

HOOFDSTUK III. — Toelagen aan de gemeenten voor maatregelen i.v.m. preventie, selectieve ophaal en communicatie

Afdeling 1. — Begunstigden en voorwerp van de toelagen

Onderafdeling 1. — Begunstigden van de toelagen

Art. 17. De in dit hoofdstuk bedoelde toelagen kunnen alleen verleend worden aan de gemeenten die de volgende voorwaarden vervullen :

1° de gemeente, of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is, moet op eigen initiatief of op initiatief van de intercommunale een containerpark ter beschikking stellen van haar inwoners of voor dergelijke infrastructuur de vaste subsidiëringsbelofte van de Minister van Leefmilieu gekregen hebben;

2° het bestaande of geplande containerpark bedoeld in 1° moet bestemd zijn voor de selectieve opvang van ten minste acht van de volgende soorten afval :

- a) inerte afval;
- b) grof huisvuil;
- c) afval van elektrische of elektronische toestellen;
- d) groen- en houtafval;
- e) papier en karton;
- f) gekleurd of wit glas;
- g) kunststoffen;
- h) textielen;
- i) metalen;
- j) afgewerkte en spijsoliën;
- k) batterijen;
- l) bijzondere huisafval;

3° de gemeente die op haar grondgebied over een containerpark beschikt, of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is, moet aanvaarden dat die infrastructuur gratis gebruikt wordt door alle inwoners van de zone waaraan haar vereniging van gemeenten diensten verleent;

4° de gemeente, of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is, moet op haar grondgebied beschikken over :

a) inzamelpunten voor huishoudelijk hol glas naar verhouding van :

i. één voor maximum 800 inwoners op 1 januari 1999;

ii. één voor maximum 600 inwoners en minstens één per fusiegemeente op 1 januari 2000;

b) elk ander geschikt systeem waarmee de doelstellingen van het « Plan wallon des Déchets » kunnen worden gehaald;

5° de gemeente moet een reglement inzake de afvalophaal goedkeuren, toepassen en ter kennis brengen van de bevolking. Het reglement moet er met name voor zorgen :

a) dat ruwe afval gescheiden wordt van de afval waarvoor ze op haar grondgebied een selectieve ophaal aan huis organiseert;

b) dat de landbouwers en landbouwbedrijven hun gevaarlijke verpakkingen naar de daarvoor bestemde plaatsen brengen;

c) dat de artsen, tandartsen, dierenartsen en thuiszorgverleners van de gemeente gebruik maken van een verzamelcentrum of van een erkende collector om zich te ontdoen van hun ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse B2 overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval;

6° de gemeente, of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is, moet de bevolking regelmatig in kennis stellen van de op haar grondgebied georganiseerde selectieve ophaal aan huis, van de voorwaarden voor de toegang tot de installaties voor afvalverzameling en van alle andere voorschriften betreffende de mogelijkheden inzake het afvalbeheer;

7° vóór de eerste aanvraag om toelage moet de gemeente de in artikel 23 bedoelde overeenkomst sluiten met de Minister van Leefmilieu.

Onderafdeling 2. — Voorwerp van de toelagen

Art. 18. Er kan een toelage worden verleend voor :

1° de organisatie, ten gunste van de burgers, van een preventie-, sensibilisatie- en informatiecampaagne inzake het afvalbeheer, voor zover deze campagne minstens twee keer per jaar wordt georganiseerd;

2° de selectieve ophaal aan huis van fermenteerbare organische afvalstoffen voor de recycling ervan, met inachtneming van de kwaliteitsnormen die aanbevolen worden door de exploitant van de recyclingseenheid met het oog op een gebruik in de landbouw, tuinbouw, wijnbouw, bosbouw of groenteteelt;

3° de selectieve ophaal aan huis van papierafval, verpakkingsafval uitgezonderd, met het oog op de recycling ervan, voor zover deze ophaal ten minste zes en ten hoogste twaalf maanden per jaar wordt georganiseerd op hetzelfde tijdstip als de ophaal van papieren en kartonnen verpakkingsafval;

4° de ophaal van niet-gevaarlijke kunststoffenafval uit de landbouw, voor zover deze ophaal minstens één keer per jaar gedurende één week wordt georganiseerd.

Afdeling 2. — Bedrag van de toelagen

Art. 19. De toelage voor de in artikel 18, 1°, bedoelde acties bedraagt twintig BEF per inwoner en per jaar en wordt berekend op basis van het bevolkingscijfer vastgesteld door de federale Minister van Economische Zaken op 1 januari van het jaar waarin de acties plaatsvinden.

Art. 20. De toelage voor de in artikel 18, 2°, bedoelde acties bedraagt 1 300 BEF per opgehaalde ton, met inachtneming van de kwaliteitsnormen die aanbevolen worden door de exploitant van de recyclingseenheid met het oog op een gebruik in de landbouw, tuinbouw, wijnbouw, bosbouw of groenteteelt.

Art. 21. De toelage voor de in artikel 18, 3°, bedoelde acties is gelijkwaardig aan de werkelijke ophaalkosten en aan de recyclingskosten voor papierafval, met uitzondering van verpakkingsafval. Het toelagebedrag wordt verminderd ten belope van de eventuele winst uit de papierafvalverkoop en verhoogd ten belope van de verkoopprijs van de papierafval.

Art. 22. De toelage voor de in artikel 18, 4°, bedoelde acties is gelijkwaardig aan de werkelijke kosten van de ophaal en van de nuttige toepassing, met een maximum van 50 000 BEF per jaar en per gemeente.

Afdeling 3. — Procedure voor de aanvraag en de verlening van toelagen

Art. 23. § 1. De Minister van Leefmilieu bepaalt het model van de in artikel 17, 7°, bedoelde overeenkomst. De overeenkomst loopt drie maanden en kan jaarlijks gewijzigd worden naar gelang van de door de gemeente geplande acties. Na afloop van die termijn kan ze eenstemmig met drie maanden verlengd worden.

Deze overeenkomst bevat met name :

a) een omschrijving van de acties die de gemeente in het kader van het « Plan wallon des Déchets » voert, voornamelijk die bedoeld in artikel 18;

b) de financiële voorwaarden voor de ophaal en de recycling van papierafval;

c) de voorwaarden om eventueel voorschotten te verkrijgen en voor de uitbetaling van de toelagen;

d) de wijze waarop de toelage of de eventuele voorschotten moeten worden terugbetaald wanneer de verleningsvoorwaarden niet vervuld zijn of wanneer het ondergeschikt bestuur zijn verplichtingen niet nakomt.

De toelage kan slechts worden verleend als de gesloten overeenkomst uitdrukkelijk voorziet in de uitvoering van de handeling waarvoor ze gevraagd wordt.

§ 2. De gemeente dient uiterlijk 30 juni van het jaar vóór de eerste aanvraag om toelage een voorstel van overeenkomst in bij de Minister van Leefmilieu.

Op basis van het verslag van de Dienst sluit de Minister de overeenkomst met de gemeente vóór het eerste kwartaal van het eerste jaar waarin de subsidiabele acties worden gevoerd.

Art. 24. § 1. De toelagen worden uitbetaald met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de krachtens artikel 23 gesloten overeenkomst.

§ 2. Het totaalbedrag wordt goedgekeurd of geweigerd op basis van het verslag van de Dienst, m.a.w. al naar gelang de acties al dan niet goed uitgevoerd zijn, de in artikel 17 bedoelde voorwaarden al dan niet vervuld zijn en de gemeente de regels i.v.m. de opdrachten al dan niet in acht heeft genomen.

Art. 25. De toelage wordt onmiddellijk betaald aan de vereniging van gemeenten die de begunstigde gemeente speciaal heeft belast met de gehele of gedeeltelijke uitvoering van één of meer gesubsidieerde acties bedoeld in artikel 18 en gemachtigd om het toelagebedrag voor deze uitvoering te innen.

HOOFDSTUK IV. — Opheffings- en overgangsbepalingen, inwerkingtreding

Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen

Art. 26. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 betreffende de verlening van toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil wordt opgeheven, behalve wat betreft de toelagebedragen die de dag vóór de inwerkingtreding van dit besluit op de begroting werden vrijgemaakt.

Art. 27. Het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 betreffende de korting op de huisvuilbelasting wordt opgeheven, behalve wat betreft de korting betreffende het aanslagjaar 1997 en de voorgaande jaren.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 28. Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu kan de Regering in afwijking van de artikelen 4 en 11 van dit besluit :

1° een toelagepercentage van 55 % toepassen voor de aanleg en de sanering van centra voor technische ingraving die, vóór de inwerkingtreding van dit besluit, het voorwerp hebben uitgemaakt van een principiële belofte van de Minister;

2° tot 31 december 2000 een toelagepercentage van 85 % toepassen voor de oprichting, de vernieuwing of het conform maken van installaties voor nuttige toepassing.

Art. 29. § 1. In afwijking van artikel 23, § 2, dient de gemeente uiterlijk 31 december 1998 een voorstel van overeenkomst in voor het jaar 1998.

Dit voorstel van overeenkomst geldt voor de jaren 1998, 1999 en 2000.

Op basis van het verslag van de Dienst sluit de Minister de overeenkomst vóór 31 maart 1999 met de gemeente.

§ 2. De in artikel 24, § 1, bedoelde aanvraag om toelage voor het jaar 1998 heeft betrekking op de in artikel 18 bedoelde acties die sinds 1 januari 1998 hebben plaatsgevonden.

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 30. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 17 dat in werking treedt op 1 januari 1999.

Namen, 30 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 98 — 1550

[S - C - 98/27358]

4 JUIJN 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant, pour l'année 1998, la somme à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale et la répartition entre la part revenant à la Communauté germanophone et celle destinée aux centres publics d'aide sociale des communes francophones de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 22, § 1^{er};

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105, alinéa 2, remplacé pour la Communauté germanophone par l'article 80 de la loi de réformes institutionnelles du 31 décembre 1983;

Vu le décret du 5 novembre 1992 modifiant le décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1981 fixant la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale de la Région wallonne entre les centres publics d'aide sociale de la Communauté française et les centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone;

Considérant que l'exercice des compétences en matière de politique de la santé visée à l'article 5, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 telle que modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, a été transféré à la Région wallonne par les décrets II de la Communauté française et de la Région wallonne en date respectivement du 19 juillet 1993 et du 22 juillet 1993;

Considérant qu'en vertu des articles 3, 7°, et 9 du décret II du 22 juillet 1993, la Région wallonne exerce les compétences de la Communauté française en matière d'aide aux personnes dans les limites décrétales précisées, et qu'elle succède ainsi aux droits et obligations de la Communauté française se devant d'appliquer toutes les dispositions décrétales et réglementaires en vigueur au 31 décembre 1993 pour les matières transférées;

Considérant qu'il convient de doter les centres publics d'aide sociale d'un montant suffisamment important leur permettant de faire face à l'accroissement de leurs charges; que ce montant est fixé à FB 1 610 265 000 pour l'année 1998;

Considérant que conformément à l'article 80 de la loi susvisée du 31 décembre 1983, la somme accordée au Fonds spécial pour la Communauté germanophone pour l'année 1998 ne peut être inférieure à celle qui lui a été attribuée en 1980, à savoir FB 13 435 224, adaptée en fonction du taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation;

Considérant que ce dernier taux s'élève à 1,826, à savoir la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation (base 1988 = 100) pour l'année 1997 (124,73) divisée par la moyenne correspondante pour l'année 1980 (68,32) et que, dès lors, la part garantie est égale à FB 24 532 719, (13 435 224 x 1,826);

Considérant que l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 octobre 1981 susvisé, stipule que cette répartition est opérée dans la même proportion que la répartition du Fonds des communes entre les communes de la Communauté française et celles de la Communauté germanophone;

Considérant que, pour l'année 1998, la répartition du Fonds des communes s'établit comme suit :

Communes francophones de la Région wallonne :	FB 29 208 152 258
	(98,419445295 %)
Communes germanophones de la Région wallonne :	FB 469 064 648
	(1,580554705 %)
Soit au total pour la Région wallonne :	FB 29 677 216 906
	(100 %)

Considérant qu'en appliquant le pourcentage susvisé de 1,580554705 % au montant total du Fonds spécial de l'aide sociale de 1998, à savoir FB 1 610 265 000, on obtient pour les centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone un montant de FB 25 451 119 supérieur au montant garanti de FB 24 532 719;